



Treaty Series No. 127 (1969)

# Customs Convention on the Temporary Importation of Scientific Equipment

Brussels, 11 June 1968–30 June 1969

[The Convention was signed by the United Kingdom on 30 June 1969 and entered into force for the United Kingdom on 30 September 1969]

*Presented to Parliament  
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs  
by Command of Her Majesty  
December 1969*

LONDON  
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

3s. 0d. [15p] net

**CONVENTION DOUANIÈRE  
RELATIVE À L'IMPORTATION TEMPORAIRE  
DE MATÉRIEL SCIENTIFIQUE**

**PREAMBULE**

LES PARTIES CONTRACTANTES à la présente Convention, élaborée sous les auspices du Conseil de Coopération Douanière avec le concours de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO),

Considérant que le développement de la recherche scientifique et de l'enseignement constitue un facteur déterminant de progrès économique et social,

Convaincues que l'adoption de facilités générales relatives à l'importation temporaire en franchise des droits et taxes du matériel destiné à la recherche scientifique ou à l'enseignement peut y contribuer efficacement,

Sont convenues de ce qui suit :

**CHAPITRE PREMIER**

**Définitions**

**ARTICLE PREMIER**

Aux fins de la présente Convention, on entend :

- (a) par "matériel scientifique" : les instruments, appareils, machines et leurs accessoires utilisés aux fins de la recherche scientifique ou de l'enseignement;
- (b) par "droits et taxes à l'importation" : les droits de douane et tous autres droits, taxes et redevances ou impositions diverses qui sont perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation des marchandises, à l'exception des redevances et impositions dont le montant est limité au coût approximatif des services rendus;
- (c) par "admission temporaire" : l'importation temporaire en franchise de droits et taxes à l'importation, sans prohibitions ni restrictions d'importation, à charge de réexportation;
- (d) par "établissements agréés" : des établissements scientifiques ou d'enseignement, publics ou privés, dont l'objet est essentiellement non lucratif, qui ont été agréés par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir le matériel scientifique en admission temporaire;
- (e) par "ratification" : la ratification proprement dite, l'acceptation ou l'approbation;
- (f) par "Conseil" : l'organisation instituée par la Convention portant création d'un Conseil de Coopération Douanière, conclue à Bruxelles le 15 décembre 1950.

**CUSTOMS CONVENTION  
ON THE TEMPORARY IMPORTATION  
OF SCIENTIFIC EQUIPMENT**

**PREAMBLE**

THE CONTRACTING PARTIES to the present Convention, established under the auspices of the Customs Co-operation Council in consultation with the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO),

Considering that the development of scientific research and education is vitally important to economic and social progress,

Convinced that the adoption of general facilities for the temporary duty- and tax-free importation of equipment for scientific research or for education can make an effective contribution to that end,

Have agreed as follows:

**CHAPTER I**

**Definitions**

**ARTICLE 1**

For the purposes of this Convention:

- (a) the term "scientific equipment" means instruments, apparatus, machines or accessories therefor used for purposes of scientific research or education;
- (b) the term "import duties and taxes" means Customs duties and all other duties, taxes, fees or other charges which are collected on or in connection with the importation of goods, but not including fees and charges which are limited in amount to the approximate cost of services rendered;
- (c) the term "temporary admission" means temporary importation free of import duties and taxes and free of import prohibitions and restrictions, subject to re-exportation;
- (d) the term "approved institutions" means public or private scientific or educational institutions whose aims are essentially non-profit making and which have been approved by the competent authorities of the importing country for the purpose of receiving scientific equipment on temporary admission;
- (e) the term "ratification" means ratification, acceptance or approval;
- (f) the term "the Council" means the Organisation set up by the Convention establishing a Customs Co-operation Council, done at Brussels on 15th December, 1950.<sup>(1)</sup>

---

<sup>(1)</sup> Treaty Series No. 50 (1954), Cmd. 9232.

## CHAPITRE II

### Champ d'application

#### ARTICLE 2

Chaque Partie Contractante s'engage à accorder l'admission temporaire :

- (a) au matériel scientifique destiné à être utilisé, dans son territoire, exclusivement aux fins de la recherche scientifique ou de l'enseignement;
- (b) aux pièces de rechange se rapportant au matériel scientifique placé en admission temporaire en vertu du paragraphe (a) ci-dessus;
- (c) aux outils spécialement conçus pour l'entretien, le contrôle, le calibrage ou la réparation du matériel scientifique utilisé, dans son territoire, exclusivement aux fins de la recherche scientifique ou de l'enseignement.

#### ARTICLE 3

L'admission temporaire du matériel scientifique, des pièces de rechange et des outils peut être subordonnée aux conditions suivantes :

- (a) qu'ils soient importés par des établissements agréés et soient utilisés sous le contrôle et la responsabilité de ces établissements;
- (b) qu'ils soient utilisés, dans le pays d'importation, à des fins non commerciales;
- (c) qu'ils soient importés en nombre raisonnable compte tenu de leur destination;
- (d) qu'ils soient susceptibles d'être identifiés lors de leur réexportation;
- (e) qu'ils demeurent, pendant le séjour dans le pays d'importation, la propriété d'une personne physique domiciliée à l'étranger ou d'une personne morale ayant son siège à l'étranger.

#### ARTICLE 4

Chaque Partie Contractante peut suspendre, en totalité ou en partie, les engagements qu'elle a pris en vertu de la présente Convention lorsque des marchandises de valeur scientifique équivalente au matériel scientifique ou aux pièces de rechange dont l'admission temporaire est envisagée sont produites et disponibles dans le pays d'importation.

## CHAPITRE III

### Dispositions particulières

#### ARTICLE 5

Chaque Partie Contractante s'engage, dans tous les cas où elle l'estime possible, à ne pas exiger la constitution d'une garantie pour le montant des droits et taxes à l'importation et à se contenter d'un engagement écrit. Ledit engagement peut être exigé soit à l'occasion de chaque importation, soit à titre général pour une période déterminée ou, le cas échéant, pour la durée de l'agrément accordé à l'établissement.

## CHAPTER II

### Scope

#### ARTICLE 2

Each Contracting Party undertakes to grant temporary admission to:

- (a) scientific equipment which is to be used within its territory solely for purposes of scientific research or education;
- (b) spare parts for scientific equipment which has been granted temporary admission under paragraph (a) of this Article;
- (c) tools specially designed for the maintenance, checking, gauging or repair of scientific equipment which is used within its territory solely for purposes of scientific research or education.

#### ARTICLE 3

Temporary admission of the scientific equipment, spare parts and tools may be made subject to the following conditions:

- (a) that they are imported by approved institutions and used under their control and responsibility;
- (b) that they are used for non-commercial purposes within the country of importation;
- (c) that they are imported in reasonable quantities having regard to the purpose of the importation;
- (d) that they are capable of identification on re-exportation;
- (e) that while they are in the country of importation they remain in the ownership of a natural person resident abroad or a legal person established abroad.

#### ARTICLE 4

Each Contracting Party may suspend, in whole or in part, the undertakings given under this Convention where goods of equivalent scientific value to the scientific equipment or spare parts whose temporary admission is sought are produced and available in the country of importation.

## CHAPTER III

### Special provisions

#### ARTICLE 5

Each Contracting Party undertakes wherever it deems it possible not to require security for the amount of import duties and taxes, but to be satisfied with a written undertaking. Such undertaking may be required for each importation or on a general basis for a specified period or, where applicable, for the period of approval of the institution.

## ARTICLE 6

1. Le matériel scientifique placé en admission temporaire doit être réexporté dans un délai de six mois à partir de la date de son importation. Toutefois, les autorités douanières du pays d'importation temporaire peuvent exiger que le matériel soit réexporté dans un délai plus court jugé suffisant pour que l'objectif de l'importation temporaire soit atteint.

2. Pour des raisons valables, les autorités douanières peuvent soit accorder un délai plus long, soit proroger le délai initial.

3. Lorsque tout ou partie du matériel scientifique placé en admission temporaire ne peut être réexporté par suite d'une saisie et que cette saisie n'a pas été pratiquée à la requête de particuliers, l'obligation de réexportation est suspendue pendant la durée de la saisie.

## ARTICLE 7

La réexportation du matériel scientifique placé en admission temporaire peut s'effectuer en une ou plusieurs fois, par tout bureau de douane ouvert à ces opérations, même s'il est différent du bureau d'importation.

## ARTICLE 8

Le matériel scientifique placé en admission temporaire peut recevoir une destination autre que la réexportation et notamment être mis à la consommation intérieure sous réserve qu'il soit satisfait aux conditions et aux formalités prévues par les lois et règlements du pays d'importation temporaire.

## ARTICLE 9

En cas d'accident dûment établi, nonobstant l'obligation de réexportation prévue par la présente Convention, la réexportation de tout ou partie du matériel scientifique gravement endommagé n'est pas exigée pourvu qu'il soit, selon la décision des autorités douanières :

- (a) soumis aux droits et taxes à l'importation dus en l'espèce; ou
- (b) abandonné libre de tous frais au Trésor public du pays d'importation temporaire; ou
- (c) détruit sous contrôle officiel, sans qu'il puisse en résulter de frais pour le Trésor public du pays d'importation temporaire.

## ARTICLE 10

Les dispositions prévues à l'Article 9 ci-dessus s'appliquent également aux pièces qui ont été remplacées à la suite de la réparation du matériel scientifique ou de modifications apportées à celui-ci durant son séjour dans le territoire d'importation temporaire.

## ARTICLE 11

Les dispositions des Articles 6 à 9 s'appliquent également aux pièces de rechange et aux outils visés à l'Article 2.

## ARTICLE 6

1. Scientific equipment granted temporary admission shall be re-exported within six months from the date of importation. However, the Customs authorities of the country of temporary importation may require re-exportation within a shorter period considered sufficient to achieve the object of temporary importation.

2. For valid reasons, the Customs authorities may either grant a longer period or extend the initial period.

3. When all or part of the scientific equipment granted temporary admission cannot be re-exported as a result of a seizure, other than a seizure made at the suit of private persons, the requirement of re-exportation shall be suspended for the duration of the seizure.

## ARTICLE 7

Scientific equipment granted temporary admission may be re-exported in one or several consignments, through any Customs office open for such operations, and not necessarily through the Customs office of importation.

## ARTICLE 8

Scientific equipment granted temporary admission may be disposed of otherwise than by re-exportation, and in particular may be taken into home use, subject to compliance with the conditions and formalities laid down by the laws and regulations of the country of temporary importation.

## ARTICLE 9

Notwithstanding the requirement of re-exportation laid down by this Convention, the re-exportation of all or part of scientific equipment badly damaged in duly authenticated accidents shall not be required, provided that it is:

- (a) subjected to the import duties and taxes to which it is liable; or
- (b) abandoned free of all expense to the Exchequer of the country into which it was temporarily imported; or
- (c) destroyed, under official supervision, without expense to the Exchequer of the country into which it was temporarily imported; as the Customs authorities may require.

## ARTICLE 10

The provisions laid down in Article 9 above shall also apply to parts which have been replaced as a result of repairs or alterations undergone by the scientific equipment while in the country of temporary importation.

## ARTICLE 11

The provisions of Articles 6, 7, 8 and 9 shall also apply to the spare parts and tools referred to in Article 2.

## CHAPITRE IV

### Dispositions diverses

#### ARTICLE 12

1. Chaque Partie Contractante réduit au minimum les formalités douanières afférentes aux facilités prévues par la présente Convention et publiée, dans les plus brefs délais, les règlements qu'elle édicte au sujet de ces formalités.

2. A l'entrée comme à la sortie, la vérification et le dédouanement du matériel scientifique sont effectués, dans tous les cas où cela est possible et opportun, sur les lieux d'utilisation de ce matériel.

#### ARTICLE 13

Les dispositions de la présente Convention établissent des facilités minima et ne mettent pas obstacle à l'application de facilités plus grandes que certaines Parties Contractantes accordent ou accorderaient soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux.

#### ARTICLE 14

Pour l'application de la présente Convention, les territoires des Parties Contractantes qui forment une union douanière ou économique peuvent être considérés comme un seul territoire.

#### ARTICLE 15

Les dispositions de la présente Convention ne mettent pas obstacle à l'application des prohibitions et restrictions dérivant des lois et règlements nationaux et fondées sur des considérations de moralité ou d'ordre publics, de sécurité publique, d'hygiène ou de santé publiques, ou se rapportant à la protection des brevets et marques de fabrique.

#### ARTICLE 16

Toute infraction aux dispositions de la présente Convention, toute substitution, fausse déclaration ou manœuvre ayant pour effet de faire bénéficier indûment une personne (physique ou morale) ou un matériel des facilités prévues par la présente Convention, expose le contrevenant, dans le pays où l'infraction est commise, aux sanctions prévues par les lois et règlements de ce pays et, le cas échéant, au paiement des droits et taxes à l'importation exigibles.

## CHAPITRE V

### Clauses finales

#### ARTICLE 17

1. Les Parties Contractantes se réunissent lorsqu'il est nécessaire pour examiner les conditions dans lesquelles la présente Convention est appliquée afin, notamment, de rechercher les mesures propres à en assurer l'interprétation et l'application uniformes.



## CHAPTER IV

### Miscellaneous provisions

#### ARTICLE 12

1. Each Contracting Party shall reduce to a minimum the Customs formalities required in connection with the facilities provided for in this Convention. All regulations concerning such formalities shall be promptly published.

2. Customs examination and clearance on the importation and re-exportation of scientific equipment shall, whenever possible and appropriate, be effected at the place of use of the equipment.

#### ARTICLE 13

The provisions of this Convention set out the minimum facilities to be accorded. They do not prevent the application of greater facilities which certain Contracting Parties grant or may grant in future by unilateral provisions or by virtue of bilateral or multilateral agreements.

#### ARTICLE 14

For the purpose of this Convention, the territories of Contracting Parties which form a Customs or economic union may be taken to be a single territory.

#### ARTICLE 15

The provisions of this Convention shall not preclude the application of prohibitions or restrictions imposed under national laws and regulations on grounds of public morality or order, public security, public hygiene or health, or relating to the protection of patents and trade marks.

#### ARTICLE 16

Any breach of the provisions of this Convention, any substitution, false declaration or act having the effect of causing a person (natural or legal) or equipment improperly to benefit from the facilities provided for in this Convention, may render the offender liable in the country where the offence was committed to the penalties prescribed by the laws and regulations of that country and to payment of any import duties and taxes chargeable.

## CHAPTER V

### Final provisions

#### ARTICLE 17

1. The Contracting Parties shall meet together when necessary in order to consider the operation of the present Convention and, in particular, in order to consider measures to secure uniformity in the interpretation and application of the present Convention.

2. Ces réunions sont convoquées par le Secrétaire Général du Conseil, sur la demande d'une Partie Contractante, et, sauf décision contraire des Parties Contractantes, elles se tiennent au siège du Conseil.

3. Les Parties Contractantes établissent le règlement intérieur de leurs réunions. Les décisions des Parties Contractantes sont prises à la majorité des deux-tiers de celles qui sont présentes et qui prennent part au vote.

4. Les Parties Contractantes ne peuvent valablement se prononcer sur une question que si plus de la moitié d'entre elles sont présentes.

#### ARTICLE 18

1. Tout différend entre Parties Contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention est, autant que possible, réglé par voie de négociations directes entre lesdites Parties.

2. Tout différend qui n'est pas réglé par voie de négociations directes est porté, par les Parties en cause, devant les Parties Contractantes réunies dans les conditions prévues à l'Article 17 de la présente Convention, qui examinent le différend et font des recommandations en vue de son règlement.

3. Les Parties au différend peuvent convenir d'avance d'accepter les recommandations des Parties Contractantes.

#### ARTICLE 19

1. Tout Etat membre du Conseil et tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées peut devenir Partie Contractante à la présente Convention :

(a) en la signant, sans réserve de ratification;

(b) en déposant un instrument de ratification après l'avoir signée sous réserve de ratification; ou

(c) en y adhérant.

2. La présente Convention est ouverte jusqu'au 30 juin 1969 au siège du Conseil, à Bruxelles, à la signature des Etats visés au paragraphe 1 du présent Article. Après cette date, elle sera ouverte à leur adhésion.

3. Tout Etat non membre des organisations visées au paragraphe 1 du présent Article, auquel une invitation est adressée à cet effet par le Secrétaire Général du Conseil, sur la demande des Parties Contractantes, peut devenir Partie Contractante à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.

4. Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire Général du Conseil.

#### ARTICLE 20

1. La présente Convention entre en vigueur trois mois après que cinq des Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'Article 19 de la présente Convention l'ont signée sans réserve de ratification ou ont déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Such meetings shall be convened by the Secretary General of the Council at the request of any Contracting Party. Unless the Contracting Parties otherwise decide, the meetings shall be held at the Headquarters of the Council.

3. The Contracting Parties shall lay down the rules of procedure for their meetings. Decisions of the Contracting Parties shall be taken by a majority of not less than two-thirds of the Contracting Parties present at the meeting and voting.

4. The Contracting Parties shall not take a decision on any matter unless more than half of them are present.

#### ARTICLE 18

1. Any dispute between Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Convention shall so far as possible be settled by negotiation between them.

2. Any dispute which is not settled by negotiation shall be referred by the Contracting Parties in dispute to the Contracting Parties, meeting in conformity with Article 17 of the present Convention, which shall thereupon consider the dispute and make recommendations for its settlement.

3. The Contracting Parties in dispute may agree in advance to accept the recommendations of the Contracting Parties as binding.

#### ARTICLE 19

1. Any State Member of the Council and any State Member of the United Nations or its specialised agencies may become a Contracting Party to the present Convention:

- (a) by signing it without reservation of ratification;
- (b) by depositing an instrument of ratification after signing it subject to ratification; or
- (c) by acceding to it.

2. The present Convention shall be open until 30th June 1969, for signature at the Headquarters of the Council in Brussels, by the States referred to in paragraph 1 of this Article. Thereafter, it shall be open for their accession.

3. Any State, not being a Member of the Organisations referred to in paragraph 1 of this Article, to which an invitation to that effect has been addressed by the Secretary General of the Council at the request of the Contracting Parties, may become a Contracting Party to the present Convention by acceding thereto after its entry into force.

4. The instruments of ratification or accession shall be deposited with the Secretary General of the Council.

#### ARTICLE 20

1. The present Convention shall enter into force three months after five of the States referred to in paragraph 1 of Article 19 thereof have signed it without reservation of ratification or have deposited their instruments of ratification or accession.<sup>(2)</sup>

---

<sup>(2)</sup> The Convention entered into force on 5 September, 1969.

2. A l'égard de tout Etat qui signe la présente Convention sans réserve de ratification, qui la ratifie ou y adhère, après que cinq Etats ont soit signé la Convention sans réserve de ratification, soit déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion, la présente Convention entre en vigueur trois mois après que ledit Etat a signé sans réserve de ratification ou déposé son instrument de ratification ou d'adhésion.

#### ARTICLE 21

1. La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Toutefois, toute Partie Contractante peut la dénoncer à tout moment après la date de son entrée en vigueur, telle qu'elle est fixée à l'Article 20 de la présente Convention.

2. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil.

3. La dénonciation prend effet six mois après la réception de l'instrument de dénonciation par le Secrétaire Général du Conseil.

#### ARTICLE 22

1. Les Parties Contractantes, réunies dans les conditions prévues à l'Article 17 ci-dessus, peuvent recommander des amendements à la présente Convention.

2. Le texte de tout amendement ainsi recommandé est communiqué par le Secrétaire Général du Conseil à toutes les Parties Contractantes, à tous les autres Etats signataires, au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies et au Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO).

3. Dans un délai de six mois à compter de la date de la communication de l'amendement recommandé, toute Partie Contractante peut faire connaître au Secrétaire Général du Conseil :

(a) soit qu'elle a une objection à l'amendement recommandé;

(b) soit que, bien qu'elle ait l'intention d'accepter l'amendement recommandé, les conditions nécessaires à cette acceptation ne se trouvent pas encore remplies dans son pays.

4. Aussi longtemps qu'une Partie Contractante qui a adressé la communication prévue ci-dessus au paragraphe 3(b) n'a pas notifié son acceptation au Secrétaire Général du Conseil, elle peut, pendant un délai de neuf mois à partir de l'expiration du délai de six mois prévu au paragraphe 3 du présent Article, présenter une objection à l'amendement recommandé.

5. Si une objection à l'amendement recommandé est formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent Article, l'amendement est considéré comme n'ayant pas été accepté et reste sans effet.

6. Si aucune objection à l'amendement recommandé n'a été formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent Article, l'amendement est réputé accepté à la date suivante :

(a) lorsqu'aucune Partie Contractante n'a adressé de communication en application du paragraphe 3(b) du présent Article, à l'expiration du délai de six mois visé à ce paragraphe 3;

2. For any State signing without reservation of ratification, ratifying or acceding to the present Convention after five States have signed it without reservation of ratification or have deposited their instruments of ratification or accession, the present Convention shall enter into force three months after the said State has signed without reservation of ratification or deposited its instrument of ratification or accession.

#### ARTICLE 21

1. The present Convention is of unlimited duration. However, any Contracting Party may denounce it at any time after the date of its entry into force under Article 20 thereof.

2. The denunciation shall be notified by an instrument in writing, deposited with the Secretary General of the Council.

3. The denunciation shall take effect six months after the receipt of the instrument of denunciation by the Secretary General of the Council.

#### ARTICLE 22

1. The Contracting Parties meeting in conformity with Article 17 of the present Convention may recommend amendments thereto.

2. The text of any amendment so recommended shall be communicated by the Secretary General of the Council to all Contracting Parties, to all other signatory States, to the Secretary General of the United Nations and to the Director General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO).

3. Within a period of six months from the date on which the recommended amendment is so communicated, any Contracting Party may inform the Secretary General of the Council:

- (a) that it has an objection to the recommended amendment, or
- (b) that, although it intends to accept the recommended amendment, the conditions necessary for such acceptance are not yet fulfilled in its country.

4. If a Contracting Party sends the Secretary General of the Council a communication as provided for in paragraph 3 (b) of this Article, it may, so long as it has not notified the Secretary General of its acceptance of the recommended amendment, submit an objection to that amendment within a period of nine months following the expiry of the six-month period referred to in paragraph 3 of this Article.

5. If an objection to the recommended amendment is stated in accordance with the terms of paragraph 3 or 4 of this Article, the amendment shall be deemed not to have been accepted and shall be of no effect.

6. If no objection to the recommended amendment in accordance with paragraph 3 or 4 of this Article has been stated, the amendment shall be deemed to have been accepted as from the date specified below:

- (a) if no Contracting Party has sent a communication in accordance with paragraph 3 (b) of this Article, on the expiry of the period of six months referred to in paragraph 3;

(b) lorsqu'une ou plusieurs Parties Contractantes ont adressé une communication en application du paragraphe 3 (b) du présent Article, à la plus rapprochée des deux dates suivantes:

(i) date à laquelle toutes les Parties Contractantes ayant adressé une telle communication ont notifié au Secrétaire Général du Conseil leur acceptation de l'amendement recommandé, cette date étant toutefois reportée à l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe 3 du présent Article si toutes les acceptations ont été notifiées antérieurement à cette expiration;

(ii) date d'expiration du délai de neuf mois visé au paragraphe 4 du présent Article.

7. Tout amendement réputé accepté entre en vigueur six mois après la date à laquelle il a été réputé accepté.

8. Le Secrétaire Général du Conseil notifie le plus tôt possible à toutes les Parties Contractantes et autres Etats signataires toute objection formulée conformément au paragraphe 3 (a) du présent Article ainsi que toute communication adressée conformément au paragraphe 3 (b). Il fait savoir ultérieurement à toutes les Parties Contractantes et autres Etats signataires si la ou les Parties Contractantes qui ont adressé une telle communication élèvent une objection contre l'amendement recommandé ou l'acceptent.

9. Tout Etat qui ratifie la présente Convention ou y adhère est réputé avoir accepté les amendements entrés en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

#### ARTICLE 23

1. Tout Etat peut, soit au moment de la signature sans réserve de ratification, de la ratification ou de l'adhésion, soit ultérieurement, notifier au Secrétaire Général du Conseil que la présente Convention s'étend à l'ensemble ou à certains des territoires dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité ou dont il assume la responsabilité internationale. Cette notification prend effet trois mois après la date à laquelle le Secrétaire Général la reçoit. Toutefois, la Convention ne peut devenir applicable aux territoires désignés dans la notification avant qu'elle ne soit entrée en vigueur à l'égard de l'Etat intéressé.

2. Tout Etat ayant, en application du paragraphe 1 du présent Article, notifié que la présente Convention s'étend à un territoire dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité ou dont il assume la responsabilité internationale, peut notifier au Secrétaire Général du Conseil, conformément aux dispositions de l'Article 21 de la présente Convention, que ce territoire cessera d'appliquer la Convention.

#### ARTICLE 24

Aucune réserve à la présente Convention n'est admise.

(b) if any Contracting Party has sent a communication in accordance with paragraph 3 (b) of this Article, on the earlier of the following two dates:

- (i) the date by which all the Contracting Parties which sent such communications have notified the Secretary General of the Council of their acceptance of the recommended amendment, provided that, if all the acceptances were notified before the expiry of the period of six months referred to in paragraph 3 of this Article, that date shall be taken to be the date of expiry of the said six-month period;
- (ii) the date of expiry of the nine-month period referred to in paragraph 4 of this Article.

7. Any amendment deemed to be accepted shall enter into force six months after the date on which it was deemed to be accepted.

8. The Secretary General of the Council shall, as soon as possible, notify all Contracting Parties and other signatory States of any objection to the recommended amendment made in accordance with paragraph 3 (a), and of any communication received in accordance with paragraph 3 (b), of this Article. He shall subsequently inform all the Contracting Parties and other signatory States whether the Contracting Party or Parties which have sent such communication raise an objection to the recommended amendment or accept it.

9. Any State ratifying or acceding to the present Convention shall be deemed to have accepted any amendments thereto which have entered into force at the date of deposit of its instrument of ratification or accession.

#### ARTICLE 23

1. Any State may, at the time of signing the present Convention without reservation of ratification or of depositing its instrument of ratification or accession or at any time thereafter, declare by notification given to the Secretary General of the Council that the present Convention shall extend to all or any of the territories for whose international relations it is responsible or for which it assumes international responsibility. Such notification shall take effect three months after the date of the receipt thereof by the Secretary General of the Council provided, however, that the Convention shall not apply to the territories named in the notification before the Convention has entered into force for the State concerned.

2. Any State which has made a notification under paragraph 1 of this Article extending the present Convention to any territory for whose international relations it is responsible or for which it assumes international responsibility may notify the Secretary General of the Council, in accordance with the provisions of Article 21 of the present Convention, that the territory in question will no longer apply the Convention.

#### ARTICLE 24

No reservation to this Convention shall be permitted.

## ARTICLE 25

Le Secrétaire Général du Conseil notifie à toutes les Parties Contractantes ainsi qu'aux autres Etats signataires, au Secrétaire Général des Nations Unies et au Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO):

- (a) les signatures, ratifications et adhésions visées à l'Article 19 de la présente Convention;
- (b) la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur conformément à l'Article 20;
- (c) les dénonciations reçues conformément à l'Article 21;
- (d) les amendements réputés acceptés conformément à l'Article 22 ainsi que la date de leur entrée en vigueur;
- (e) les notifications reçues conformément à l'Article 23.

## ARTICLE 26

Conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Secrétaire Général du Conseil.

En foi de quoi les soussignés à ce dûment autorisés ont signé la présente Convention.



## ARTICLE 25

The Secretary General of the Council shall notify all Contracting Parties, the other signatory States, the Secretary General of the United Nations and the Director General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO), of:

- (a) signatures, ratifications and accessions under Article 19 of the present Convention;
- (b) the date of entry into force of the present Convention in accordance with Article 20;
- (c) denunciations under Article 21;
- (d) any amendment deemed to have been accepted in accordance with Article 22 and the date of its entry into force;
- (e) notifications received in accordance with Article 23.

## ARTICLE 26

In accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations,<sup>(3)</sup> the present Convention shall be registered with the Secretariat of the United Nations at the request of the Secretary General of the Council.

In witness whereof the undersigned being duly authorised thereto, have signed the present Convention.

---

<sup>(3)</sup> Treaty Series No. 67 (1946), Cmd. 7015.

Fait à Bruxelles, le onze juin mil neuf cent soixante-huit, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les États visés au paragraphe 1 de l'Article 19 de la présente Convention.

Done at Brussels this eleventh day of June, nineteen hundred and sixty-eight, in the English and French languages; both texts being equally authentic, in a single original which shall be deposited with the Secretary General of the Council who shall transmit certified copies to all the States referred to in paragraph 1 of Article 19 of the present Convention.

Pour l'Afghanistan :

For Afghanistan :

Pour l'Afrique du Sud (Rép. d') :

For the Republic of South Africa :

Pour l'Albanie :

For Albania :

Pour l'Algérie :

For Algeria :

Pour l'Allemagne (Rép. Féd. d') :

For the Federal Republic of Germany :

WALTER SCHÄDEL  
10-6-1969

Pour l'Arabie Saoudite :

For Saudi Arabia :

Pour l'Argentine :

For Argentina :

Pour l'Australie :

For Australia :

O. L. DAVIS  
Ambassador of Australia 30.6.69

**Pour l'Autriche :**

**For Austria :**

*sous réserve de ratification*

**DR. JOSEF HAMMERSCHMIDT**

**12.6.69**

**Pour la Barbade :**

**For Barbados :**

**Pour la Belgique :**

**For Belgium :**

**Pour la Biélorussie (RSS de) :**

**For the Byelorussian SSR :**

**Pour la Birmanie :**

**For Burma :**

**Pour la Bolivie :**

**For Bolivia :**

**Pour le Botswana :**

**For Botswana :**

**Pour le Brésil :**

**For Brazil :**

**Pour la Bulgarie :**

**For Bulgaria :**

**Pour le Burundi :**

**For Burundi :**

**Pour le Cambodge :**

**For Cambodia :**

**Pour le Cameroun :**

**For Cameroon :**

Pour le Canada : For Canada :

Pour Ceylan : For Ceylon :

Pour le Chili : For Chile :

Pour la Chine (Rép. de) : For the Republic of China :

TCHEN HIONG-FEÏ

25 Juin 1969 : *sous réserve de ratification.*

Pour Chypre : For Cyprus :

P. MODINOS

26 Juin 1969 : *sous réserve de ratification*

Pour la Colombie : For Colombia :

Pour le Congo (Brazzaville) : For Congo (Brazzaville) :

Pour le Congo (Kinshasa) : For Congo (Kinshasa) :

Pour la Corée (Rép. de) : For the Republic of Korea :

Pour le Costa-Rica : For Costa Rica :

Pour la Côte-d'Ivoire : For Ivory Coast :

Pour Cuba :

For Cuba :

Pour le Dahomey :

For Dahomey :

LAURENT CYRILLE FABOUMY

Ambassadeur

16-1-69

Pour le Danemark :

For Denmark :

H. HJORTH-NIELSEN\*

5-6-69

Pour l'Equateur :

For Ecuador :

ANTONIO J. LUCIO PAREDES

*sous réserve de ratification* 21-III-1969

Pour l'Espagne :

For Spain :

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

For the United States of America :

Pour l'Ethiopie :

For Ethiopia :

Pour la Finlande :

For Finland :

Pour la France :

For France :

ETIENNE DE CROUY-CHANEL

22-V-69-

---

\* On signing the Convention the Plenipotentiary of Denmark declared that it would extend to the Customs territory of Denmark with the exception of the Faroe Islands and Greenland.

Pour le Gabon :

For Gabon :

Pour la Gambie :

For Gambia :

Pour le Ghana :

For Ghana :

J. C. DE GRAFT. JOHNSON  
15<sup>th</sup> January 1969.

Pour la Grèce :

For Greece :

Pour le Guatemala :

For Guatemala :

Pour la Guinée :

For Guinea :

Pour la Guyane :

For Guyana :

Pour Haïti :

For Haiti :

Pour la Haute-Volta :

For Upper Volta :

Pour le Honduras :

For Honduras :

Pour la Hongrie :

For Hungary :

Pour l'Inde :

For India :

Pour l'Indonésie :

For Indonesia :

Pour l'Iran :

For Iran :

Pour l'Irak :

For Iraq :

Pour l'Irlande :

For Ireland :

Pour l'Islande :

For Iceland :

Pour Israël :

For Israel :

Pour l'Italie :

For Italy :

Pour la Jamaïque :

For Jamaica :

Pour le Japon :

For Japan :

Pour la Jordanie :

For Jordan :

Pour le Kenya :

For Kenya :

Pour le Koweït :

For Kuwait :

Pour le Laos :

For Laos :

Pour le Lesotho :

For Lesotho :

Pour le Liban :

For Lebanon :

**K. LABAKI**

*sous réserve de ratification*

17-6-69

Pour le Libéria :

For Liberia :

Pour la Libye :

For Libya :

**AREF BEN MUSA**

18/6/69

Pour le Luxembourg :

For Luxembourg :

Pour Madagascar :

For Madagascar :

Pour la Malaisie :

For Malaysia :

Pour le Malawi :

For Malawi :

Pour le Mali :

For Mali :



Pour Malte:

For Malta:

Pour le Maroc:

For Morocco:

*en application des lois constitutionnelles  
ma signature est sujette à ratification, acceptation ou approbation*

**B. GUESSOUS**

28 avril 1969

Pour la Mauritanie:

For Mauritania:

Pour le Mexique:

For Mexico:

Pour la Mongolie:

For Mongolia:

Pour le Népal:

For Nepal:

Pour le Nicaragua:

For Nicaragua:

Pour le Niger:

For Niger:

**DIOUGOU SANGARE**

21 Février 1969

Pour le Nigéria:

For Nigeria:

Pour la Norvège:

For Norway:

Pour la Nouvelle-Zélande:

For New Zealand:

Pour l'Ouganda : For Uganda :

Pour le Pakistan : For Pakistan :

Pour le Panama : For Panama :

Pour le Paraguay : For Paraguay :

Pour les Pays-Bas (Royaume des) : For the Kingdom of the Netherlands :

Pour le Pérou : For Peru :

Pour les Philippines : For the Philippines :

VICENTE I. SINGIAN  
19 March 1969 *Subject to Ratification*

Pour la Pologne : For Poland :

F. MODRZEWSKI  
26 juin 1969 *sous réserve de ratification*

Pour le Portugal : For Portugal :

Pour la République Arabe Syrienne : For the Syrian Arab Republic :

Pour la République Arabe Unie : For the United Arab Republic :

ALY HAMDY HUSSEIN  
*sous réserve de ratification* 30-5-1969

Pour la République Centrafricaine : For the Central African Republic :

Pour la République Dominicaine : For the Dominican Republic :

Pour la Roumanie : For Rumania :

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

JOHN BEITH

June 30 1969

Pour le Rwanda : For Rwanda :

Pour le Salvador : For El Salvador :

Pour le Sénégal : For Senegal :

Pour le Sierra Leone : For Sierra Leone :

Pour Singapour : For Singapore :

Pour la Somalie : For Somalia :

Pour le Soudan : For Sudan :

Pour la Suède: For Sweden:

Pour la Suisse: For Switzerland:

**K. BIFFIGER**

*sous réserve de ratification* 10 juin 1969

Pour la Tanzanie: For Tanzania:

Pour le Tchad: For Chad:

**J. NIVELLE-MALOUM**

30 Juin 1969

Pour la Tchécoslovaquie: For Czechoslovakia:

Pour la Thaïlande: For Thailand:

Pour le Togo: For Togo:

Pour la Trinité et Tobago: For Trinidad and Tobago:

Pour la Tunisie: For Tunisia:

Pour la Turquie: For Turkey:

Pour l'Ukraine (RSS d'): For the Ukrainian SSR:

Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques : For the Union of Soviet Socialist Republics :

Pour l'Uruguay : For Uruguay :

Pour le Venezuela : For Venezuela :

Pour le Viet-Nam (Rép. du) : For the Republic of Vietnam :

Pour le Yémen : For Yemen :

Pour le Yémen du Sud : For South Yemen :

Pour la Yougoslavie : For Yugoslavia :

Pour la Zambie : For Zambia :

#### RATIFICATION

Ecuador	...	...	...	...	...	...	<i>Date of deposit</i> 23 September, 1969
---------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	--

#### ACCESSIONS

Algeria	...	...	...	...	...	...	<i>Date of deposit</i> 5 August, 1969
Gabon	...	...	...	...	...	...	25 August, 1969
Singapore	...	...	...	...	...	...	8 September, 1969

#### EXTENSION

Papua, Norfolk Island, Christmas Island, Cocos  
(Keeling) Islands and the Trust Territory of New  
Guinea ... .. 10 September, 1969

Printed in England by Her Majesty's Stationery Office

**HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE**

*Government Bookshops*

49 High Holborn, London WC1  
13a Castle Street, Edinburgh EH2 3AR  
109 St. Mary Street, Cardiff CF1 1JW  
Brazennose Street, Manchester M60 8AS  
50 Fairfax Street, Bristol BS1 3DE  
258 Broad Street, Birmingham 1  
7 Linenhall Street, Belfast BT2 8AY

*Government publications are also available  
through any bookseller*